



## «Si les États-Unis n'ont pas d'autre choix que d'intervenir, ils interviendront; le plus important est d'éviter la guerre»

Par [José Mujica](#)

Mondialisation.ca, 12 février 2019

[semana.com](#) 6 février 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

L'ancien Président uruguayen *José « Pepe » Mujica* estime que la crise au Venezuela pose un dilemme dramatique : « la paix ou la guerre ».

Il affirme que la formule pour éviter la voie des armes passe par des élections générales dans le pays, avec une forte surveillance internationale qui garantit la participation de tous les courants politiques.

Selon Mujica, les États-Unis sont prêts à intervenir au Venezuela en raison de son impulsion géopolitique avec la Chine et à empêcher le géant asiatique de contrôler le pétrole du pays sud-américain.

Bien que l'ancien guérillero Tupamaro ait entretenu des relations étroites avec feu le leader vénézuélien *Hugo Chávez*, il évite de se positionner en faveur de *Nicolás Maduro*, son successeur.

En fait, Mujica parle du « régime vénézuélien » et admet que la crise dans ce pays a nui à la gauche latino-américaine.

Il évite également de juger les intentions du chef de l'opposition *Juan Guaidó*, qui dirige l'Assemblée Nationale et s'est autoproclamé Président par intérim du Venezuela avec la reconnaissance des États-Unis, du Canada et de plusieurs pays latino-américains et européens.

Cependant, Mujica glisse une référence à une tentative de coup d'État ratée d'*Adolf Hitler* en Allemagne en 1923 :

« *Je ne me souviens pas de gouvernements qui se soient auto-proclamés (...). Je me souviens d'une brasserie à Munich où quelqu'un a tenté sa chance et s'est autoproclamé* » .

Ce qui suit est une synthèse du dialogue téléphonique avec l'ancien Président uruguayen (2010-2015), avant la réunion inaugurale du Groupe International de Contact sur le Venezuela que son pays a reçu ce jeudi avec la présence de l'Union Européenne, des États membres du bloc et quelques pays latino-américains.

Vous avez dit qu'il devait y avoir des élections générales au Venezuela. Pourquoi ?

Parce que dans le pire des cas, c'est le moindre mal. Je suis convaincu, et j'ai des éléments, qu'en fin de compte, si les États-Unis n'ont d'autre choix que d'intervenir, ils interviendront. Le plus important pour moi est d'éviter la guerre. Parce que je sais quel était l'axe de la politique américaine à l'égard du Venezuela à l'époque d'Obama : ils voulaient qu'il se détériore tout seul. Mais la politique actuelle a changé. Ils ont décidé d'arrêter le développement de la Chine, ce qui doit être considéré dans son contexte géopolitique. D'où les mesures économiques contre la Chine.



Et je sais que les gens autour de *Trump* ont peur de l'engrenage diplomatique qui caractérise les États-Unis, parce qu'ils ont eu une position interventionniste pendant une longue période. Par conséquent, le grand empire n'acceptera pas sans rien faire que le pétrole vénézuélien soit administré par la Chine, nous sommes confrontés à une éventualité de guerre.

La discussion sur la juridicité, la légitimité, etc., est absolument secondaire par rapport au problème sous-jacent : je crois que nous n'avons d'autre alternative que de forcer le monstre à intervenir. Le monstre a la décision de payer le prix politique qu'il doit payer et a créé toute une atmosphère de ce point de vue afin d'avoir une opinion favorable.

Je ne juge pas l'intention du président autoproclamé. Oui, je suis convaincu qu'avec cette polarisation, il est impossible d'organiser des élections au Venezuela s'il n'y a pas une forte intervention de surveillance du processus qui signifie un événement électoral dans ces conditions. Au lieu de faire tant de déclarations, tant de sièges et tant de menaces, il faut garantir un processus électoral auquel tout le monde peut participer.

Maduro a jusqu'à présent rejeté toute possibilité de cela...

Mais que proposent les États-Unis au régime vénézuélien ? Rends-toi et nous verrons. Et il y a encore un personnage important au sein du gouvernement américain qui prévoit que Maduro soit emmené à Guantánamo. Donc, si vous voulez éviter une guerre, vous devez créer des alternatives. Parce que, comme on le voit, ils forcent la guerre. Vous pouvez partir en guerre parce que vous êtes convaincu, mais vous pouvez partir en guerre parce que vous n'avez pas le choix. Personne n'abandonnera comme ça.

Le problème est de voir la réalité en arrière-plan face à ce nuage de déclarations qui couvrent l'essentiel, qui est le sujet de la guerre. Dans cette région de l'Amérique, vous savez quand la guerre commence, mais vous ne saurez jamais quand elle prend fin.

Quel serait votre message à Maduro pour qu'il accepte de convoquer des élections générales ?

Si je lui fais un sale coup, si je reconnais l'un et l'autre, alors je ne peux même plus parler. Je pense donc que la position de mon pays est correcte parce qu'il ne se bat pas pour une légitimité. Il se bat entre ce dilemme : la paix ou la guerre. Cela doit être discuté plus tard avec l'influence de nombreux pays et, éventuellement, mener à un compromis. C'est extrêmement difficile. Mais quelle est l'alternative qui reste au régime aujourd'hui ?

Quelqu'un pourrait dire qu'au Venezuela, pour une partie de l'opposition, il y a une guerre depuis un certain temps : il y a la répression, il y a des prisonniers politiques, il y a la torture...



Il y a une guerre sans balles tirées. Mais ce n'est pas l'essentiel. Parce que les prisonniers politiques, les violations des droits de l'homme, l'absence de garanties juridiques, augmentent dans les pays du monde. Les États-Unis, pour leur part, négocient actuellement avec les talibans. Nous avons l'Arabie Saoudite, etc... Si nous voulons rompre les relations et juger ces questions, pauvre monde : nous devons rompre avec la moitié de l'humanité.

Ce n'est pas l'essentiel. Parce que, quel paradoxe ! Les États-Unis ont supporté Cuba pendant près d'un siècle d'une façon ou d'une autre. Mais il ne supporte pas la réalité du Venezuela. Pourquoi ? Pour moi, c'est une preuve qui saute aux yeux. Mais la réalité est la réalité. Cette volonté politique existe, ils vont aller jusqu'au bout et, en tant que telle, nous devons trouver une alternative qui puisse au moins garantir la paix.

Vous vous êtes montré prêt à offrir une sorte de médiation, avez-vous parlé à quelqu'un en particulier ?

Je n'ai parlé à personne. Rien de tout cela n'est légalement légitime parce qu'il y a un interventionnisme brutal. Je ne me souviens pas de gouvernements qui se soient auto-proclamés. Je pensais.... Je me souviens d'une brasserie à Munich où quelqu'un a tenté sa chance et s'est auto-proclamé.

Mais il me semble que la discussion juridique est une tromperie. La grande puissance est prête à intervenir. Je ne voudrais pas que le Venezuela soit dans le cadre d'une lutte géopolitique. Le minimum, ce sont des élections avec des garanties pour que tous les courants politiques subsistent et puissent se transformer en dialogue.

Mais les élections peuvent aussi conduire à une polarisation si personne n'est prêt à céder : Des élections entre Maduro et Guaidó ? Ou les écarterez-vous en tant que candidats ?

Non, tous les courants politiques. Dans ce qu'on appelle l'opposition, il y a plusieurs niveaux. Il y a même un Chavisme de l'opposition. Chacun doit s'exprimer. Et les coalitions

devront émerger ou je ne sais pas. Mais dans un jeu de démocratie plus ou moins libérale qui permet d'échapper au danger des tirs.

Naturellement, il est possible qu'émerge un gouvernement très opposé à ce qui a été la politique de Maduro et à tout le reste. Je n'ai aucun doute. Mais il vaut mieux qu'il ait un soutien électoral et qu'il y ait un jeu démocratique. Parce que quand le pendule du coup d'État va à l'autre extrême, ce qui vient est écrasant.

Vous parlez du « régime de Maduro ». Alors, il est clair pour vous en ce moment que c'est une dictature ?

Je ne vais pas m'étendre là-dessus, parce que si je veux négocier, je ne peux pas insulter. Je dois reconnaître la réalité. Je ne vais pas non plus insulter le Président autoproclamé. Afin de trouver une issue, nous devons avoir la délicatesse nécessaire.

Je comprends parfaitement, par exemple, l'attitude du Mexique. Le Mexique va regarder le monde à travers les cristaux de son histoire. Le Mexique n'a jamais endossé aucune forme d'interventionnisme. Il a perdu la moitié d'un pays, ce qui a coûté la vie à 12 000 soldats américains et ces choses sont latentes dans la culture d'un pays. C'est un peu la réalité. Certaines personnes peuvent ne pas comprendre ; elles ne savent pas ce qu'est la guerre.

Avec l'aggravation de la crise vénézuélienne, plusieurs gouvernements de gauche d'Amérique Latine ont perdu le vote populaire, y a-t-il un lien ? Est-ce que ce qui se passe au Venezuela fait du mal à la gauche latino-américaine ?

Oui, j'en suis sûr. Il y a une vieille confusion entre socialisation et nationalisation, qui conduit à la bureaucratie, une très vieille maladie humaine dont même Rome souffrait.



Et il y a une partie de la gauche latino-américaine et mondiale qui ne tire pas les leçons de l'histoire.

Cela ne signifie pas que nous devons baisser les drapeaux de la lutte pour atténuer les inégalités. Une croissance substantielle est en faveur de l'économie transnationale et du monde financier, et les classes moyennes sont paralysées et en danger dans le monde entier. La lutte pour l'égalité se justifie plus que jamais, non pas pour l'égalité absolue, mais pour la modération de ces écarts.

Je n'arrive pas à croire que le Mexique se soit soudainement réveillé et ait voté à gauche. Non, le Mexique a voté contre ce qu'ils avaient. Les gens votent contre ce qu'ils ont parce qu'il y a une discordance brutale dans les classes moyennes. Ça complique tout.

Un ancien ministre mexicain a fait remarquer que l'Uruguay est prisonnier des affaires qu'il

a faites avec le Venezuela, et le Secrétaire Général de l'OEA, Luis Almagro, a suggéré que l'Uruguay clarifie ces affaires...

C'est une infamie de plus, parce qu'en fin de compte ces choses ont été présentées devant la justice et il y a une sentence de justice. Et s'ils mettent en doute la justice uruguayenne, laissez-les en parler à la justice uruguayenne. Quelle curiosité ! Ils demandent des éclaircissements d'un côté et ils ne donnent pas d'éclaircissements de l'autre.

L'Uruguay a adopté une position qui n'est ni favorable ni condamnable. L'Uruguay est effrayé par la possibilité d'une guerre. Je pourrais aussi dire : ce sont les proxénètes de Washington, ils se sont adaptés à la vague prometteuse, et ainsi de suite. Mais je n'en parle pas.

L'Uruguay est un pays insignifiant, avec 3 millions d'habitants. Mais demain, en Uruguay, il y aura des représentations de nombreux gouvernements, plus qu'il n'y paraît, parce que cette préoccupation existe. Et la cause de la paix passe avant toutes les autres causes.

Article original en espagnol : [« Si EE.UU. no tiene más remedio que intervenir, va a intervenir; el tema central es evitar la guerra »](#), Semana, le 6 février 2019.

*Traduit par Pascal, revu par Martha pour [Réseau International](#)*

La source originale de cet article est [semana.com](#)

Copyright © [José Mujica](#), [semana.com](#), 2019

---

Articles Par : [José Mujica](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)